

Subvention salariale d'urgence versée au parti libéral du Canada;

**«QUAND MÊME TES PROPRES PARTISANES ET PARTISANS
TE DEMANDENT DE REMBOURSER, ME SEMBLE QUE LA CHOSE À FAIRE
APPARAÎT CLAIRE...»**

- STÉPHANE BERGERON

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 4 juin 2020 — Le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a fait écho aux propos de son collègue de Beloeil-Chambly et chef du Bloc Québécois, M. Yves-François Blanchet, qui rapportait à la Chambre des communes, ce 4 juin, que, selon un sondage commandé par son parti et mené auprès de la population québécoise par la firme *Léger*, auprès de 1006 Québécoises et Québécois, les 30 et 31 mai derniers, la majorité des électeurs libéraux considèrent que la subvention salariale d'urgence, mise en place par le gouvernement Trudeau et à laquelle leur parti a touché, devrait être remboursée.

Selon M. Blanchet, ce «que les Québécois ne digèrent tout simplement pas, c'est l'hypocrisie derrière le geste. D'un côté, les libéraux s'opposent au financement public des partis politiques, mais, de l'autre, ils vont piger en douce dans un programme destiné aux entreprises en difficulté qu'ils ont eux-mêmes créé et qu'ils ont même prolongé. En n'excluant pas d'emblée les partis politiques du programme, le gouvernement s'est placé en apparence de conflit d'intérêts».

Selon des sources, le salaire de 75 à 100 employés à temps plein et à temps partiel du parti libéral fédéral serait subventionné par le gouvernement fédéral, donc à même les deniers publics. «Basés sur ces chiffres, nous nous sommes permis d'estimer que, seulement pour le parti libéral, entre 750 000 et 1 million de dollars aurait déjà été payés par les contribuables. Or, ces montants risquent de doubler, puisque le programme a été prolongé! Alors que la population crie toujours à l'aide et que des entreprises au bord de la faillite ne sont même pas admissibles pour ce programme, le parti libéral fédéral, profite d'un programme qu'il a lui-même mis en place pour éviter de toucher au butin de plusieurs millions de dollars qu'il s'est constitué. Les contribuables, dont plusieurs peinent à joindre les deux bouts en cette crise sanitaire, financent littéralement les activités partisans du parti libéral... C'est totalement inacceptable!», de tonner M. Bergeron.

Résultats du sondage

Le sondage démontre que 51 % des électeurs du parti libéral du Canada (PLC) et 71 % des électeurs du parti conservateur du Canada (PCC) sont d'avis que leur parti doit rembourser les sommes perçues à même la Subvention salariale d'urgence. Une majorité des électrices et électeurs, toutes allégeances politiques confondues, est aussi d'avis que les partis politiques fédéraux ne devraient même pas être admissibles à ce genre de programme d'urgence.

«J'ai toujours eu confiance au bon jugement des Québécoises et Québécois. Ces chiffres démontrent qu'ils savent effectivement faire la part des choses. Les sommes qu'aura touchées le parti libéral et qui pourraient s'élever à quelque 2 millions de dollars, pourraient faire une grande différence pour nombre de PME québécoises. Comme le dit la devise du Québec: Je me souviens... Nous n'oublierons donc pas que, fidèles à eux-mêmes, les libéraux n'auront pas hésité à piger dans le plat de bonbons», de conclure Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron

@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)